

CHEZ NOUS

SOCIAL

Les syndicats ne battent pas en retraite

Semaine décisive sur le dossier de la réforme des retraites. Une nouvelle mobilisation est attendue mardi mais les représentants syndicaux veulent reconduire et généraliser la grève pour faire plier le gouvernement.

Par Olivier de Saint Riquier
reagissez@aisnenouvelle.fr

Les précisions apportées mercredi par le premier ministre Édouard Philippe sur la réforme des retraites sont loin d'avoir calmé les organisations syndicales. Bien au contraire. La CFDT, qui n'avait jusque-là pas bougé le petit doigt, a décidé de se joindre au mouvement.

À quoi faut-il s'attendre cette semaine ?

Une certitude pour le moment, une mobilisation aura lieu mardi. La troisième en moins de quinze jours. Plusieurs manifestations sont prévues dans l'Aisne et, à minima, les transports ferroviaires seront perturbés. Pour ce qui sera de l'ampleur du mouvement, il est évidemment difficile à prévoir. Quatre syndicats routiers ont annoncé des blocages dès ce lundi matin. Cette grève, contre la concurrence des poids lourds étrangers et la hausse de la fiscalité sur le gazole, n'est pas directement liée à la réforme mais pourrait accentuer le rapport de force contre le gouvernement. Les responsables syndicaux es-



Pour la troisième fois depuis le 5 décembre, l'intersyndicale appelle à une journée d'action ce mardi. Gail Hérisse

pèrent en tout cas concentrer les différentes colères exprimées dans différents secteurs d'activité, et pas seulement contre les retraites, pour faire plier l'exécutif. « Avant les retraites, il y avait une colère énorme. Le gouvernement fait une politique ultraibérale, lance José Gaspar, secrétaire général de la CGT dans l'Aisne. Hôpitaux, la poste, EDF, tout le monde est touché... » « La colère est en train de se concentrer sur les retraites car c'est la réforme de trop », résume François Pozzo Di Borgo, secrétaire départemental FO. « On se bat aussi pour le service public. Regardez, il a quasiment disparu en Thiérache », argu-

Cinq manifestations mardi dans le département

Les syndicats ont déclaré cinq manifestations ce mardi. Les rendez-vous sont donnés à 14 heures à Hirson, au rond-point de Charleville, à Soissons rue de Villeneuve, à 11 heures, à Laon devant la gare, à 10 heures, à Château-Thierry, à 16 h 30, à aussi devant la gare. A Saint-Quentin, le cortège démarrera, à 15 heures, de la place Longueville (près du boulevard Henri-Martin).

mente Laurent Pipart, secrétaire adjoint de SUD-Solidaires.

Que veulent les syndicats ?

Pour la CFDT, c'est l'âge pivot, à 64 ans, qui pose problème. Pour les autres syndicats : « Le fond du problème c'est le retrait du projet de la retraite par point, tranche José Gaspar à la CGT. Ce système dit universel, qui n'a d'universel que le nom, aboutira à une baisse des pensions généralisée ».

Mais pour beaucoup d'organisations syndicales, l'enchaînement de manifestations, aussi importantes soient-elles, ne suffira pas. « Faire reculer le gouvernement, ça ne passera pas par une succession de journées d'action, estime Force ouvrière. On l'a fait en 2010 et en 2016 mais on n'a jamais fait reculer aucun gouvernement comme ça. Faire grève seulement avec des journées d'action pour faire reculer le gouvernement, c'est comme chasser un ours avec un pistolet à eau. Il faut y aller franchement aujourd'hui parce qu'ils sont fragiles », poursuit François Pozzo Di Borgo appelant à élargir le mou-

vement dans un maximum d'entreprises publiques ou privées. Son homologue de la CGT ne dit pas le contraire : « On appelle à poursuivre les grèves dans les entreprises qui ont déjà entrepris ce processus et les débiter là où ce n'est pas commencé. Pour aussi mettre la pression sur le Medef », complète José Gaspar.

Quelles sont leurs contre-propositions ?

Pas de retraite par point mais quelles alternatives ? « Bien entendu, on s'est présenté avec des revendications, assure le délégué Force Ouvrière. Depuis le moment où le système de retraite a été créé, le monde a changé et il y a une amélioration à apporter. La première des revendications est qu'il faudrait créer de l'emploi en conséquence et qu'on garantisse un vrai travail aux jeunes, ce qui permettrait de cotiser et d'abonder les caisses de retraite. Mais le gouvernement veut des concertations c'est-à-dire qu'on discute de ce que lui veut discuter. Comme on ne peut pas négocier, on est bien obligé de se défendre autrement. »

La CGT souhaite un âge légal de départ à la retraite à 60 ans. Elle propose par exemple qu'une partie des études donne droit à des trimestres, une augmentation des salaires pour permettre une

« La colère est en train de se concentrer sur les retraites car c'est la réforme de trop. »
François Pozzo Di Borgo, FO

hausse des cotisations, et le financement des régimes par les revenus du capital. « On passe pour des utopistes mais il y a des ressources dévoyées dans ce pays », conclut José Gaspar. —